

**DISCOURS**  
**PRÉSENTATION DU ROB**  
**Conseil municipal du 29 juin 2020**

---

Mesdames, Messieurs, mes chers collègues,

Ce conseil municipal que nous allons vivre ce soir revêt une importance particulière dans notre vie démocratique locale. À ce titre, je vous remercie d'avoir répondu présents et d'honorer votre devoir d'élu. Je l'ai précédemment dit, je regrette que l'opposition ait renoncé à assumer ses responsabilités en décidant de démissionner en bloc de ce conseil municipal. Ce choix leur appartient.

Ce soir, nous présentons le débat d'orientation budgétaire. Au-delà des chiffres, au-delà de son aspect froid et technocratique qui, en général, agit comme un effet repoussoir auprès de la population, le budget exprime avant tout une certaine conception de la ville et de la commune, en somme un projet politique global, une ambition collective.

La crise du COVID 19, a montré le rôle prépondérant des collectivités locales dans la gestion de la pandémie, puisqu'elles ont dû se substituer en majeure partie aux obligations de l'Etat. À l'issue de cette crise sanitaire, il est clairement démontré que le service public constitue bien plus un investissement nécessaire qu'une « dette » qu'il faudrait réduire pour répondre au dogme d'une Europe libérale.

Pour les Floriacumois, nous voulons que leur commune soit un véritable espace de fraternité et de convivialité. Nous voulons une

commune protectrice, écologique et solidaire, à leurs côtés, qui les aide dans leur vie quotidienne aussi bien pour se cultiver et se divertir que pour élever leurs enfants. Alors que notre pays connaît une très grave crise économique et sociale, le contexte pour les communes est particulièrement compliqué.

Notre objectif politique, notre vision pour Fleury, c'est donc le droit à la ville. Le droit de vivre dans une ville qui émancipe et qui protège. Le droit de vivre dans une « ville à vivre » où l'on se parle, où l'on se respecte, où la protection de l'environnement est une réalité, où l'on fait la ville ensemble.

Les orientations budgétaires retenues découlent de ce contexte national et des choix et objectifs politiques suivants :

- Un haut niveau d'ambition : notamment par une reprise de l'investissement au profit de la maintenance et du développement du patrimoine, qui vont permettre de garantir le dynamisme de la ville et accompagner l'offre de services publics à la population,
- Une maîtrise budgétaire : notamment par la mise en place d'une inscription pluriannuelle, la recherche systématique de financements et une gestion rigoureuse de la masse salariale et des budgets des services
- Une attention particulière aux besoins sociaux : la fin de l'épisode du COVID 19 va entraîner une crise économique sans

précèdent qui engendrera une hausse significative des difficultés sociales et économiques.

Malgré un contexte particulier de travail, la majorité municipale exprime à travers ce budget, la volonté de développer et renforcer l'offre de service public sur le territoire de la petite enfance jusqu'au seniors. De mettre en place des outils permettant se faire des projections (en fonctionnement et en investissement) sur le mandat afin d'anticiper au mieux l'évolution des besoins la population.

Voilà pour les grands principes politiques que tentera de traduire le budget que nous allons vous présenter ce soir. Venons-en maintenant au budget lui-même. Son rôle, c'est de montrer comment on utilise l'argent public pour concrétiser dans le réel notre vision politique de la ville. Quels choix budgétaires ont été faits pour atteindre notre objectif ? Pour quelle gestion de nos finances avons-nous optée ?

Pour les Floriacumois, nous continuerons de faire le choix d'un haut niveau de service à la population et donc un haut niveau de redistribution. Nous poursuivrons notre politique d'investissement dans l'humain, dans l'éducation et l'accompagnement de nos enfants et le bien-vivre ensemble. L'enveloppe budgétaire allouée aux associations reste sanctuarisée. Le développement du CTM sera poursuivie avec, notamment, l'achat d'une nouvelle balayeuse et d'un engin de travaux publics (197 000 €) pour améliorer le travail de propreté sur la ville. L'année prochaine nous mobiliserons des moyens pour l'achat de caméras mobiles et de pièges photographiques pour

lutter plus efficacement contre les dépôts sauvages qui empoisonnent notre quotidien. Enfin, nous sommes déterminés à développer l'accès aux vacances pour tous, notamment pour les jeunes. Un choix fort a été pris en ce sens cette année en élargissant nos séjours été à 50 enfants supplémentaires (*enveloppe budgétaire dédiée aux séjours été : 50 000 €*).

Je parlais à l'instant du droit à la ville comme matrice politique de notre action au service des Floriacumois. Et le droit à la ville, c'est notamment de pouvoir vivre dans une ville avec des équipements de qualité qui répondent à nos besoins. De ce point de vue, nous allons accélérer la rénovation de nos équipements, réparer les rideaux cassés ... 500 000 € seront ainsi réservés à l'entretien de notre patrimoine. Nous voulons aussi préparer l'avenir en anticipant les investissements utiles et nécessaires à la population.

**Dès cette année, nous investissons pour transformer une structure petite enfance en multi accueil. Ce nouvel équipement sera opérationnel courant Octobre. Il permettra d'augmenter significativement le nombre d'enfants accueillis pour la petite enfance. Ce projet n'est que le premier du mandat qui a pour objectif de doter la ville de plus de 40 places supplémentaires en crèche au terme du mandat.**

Plus de 1,5 millions d'euros seront ainsi provisionnés en vue de la nouvelle école et du centre municipal de santé. Signe de notre engagement à voir ce projet de CMS aboutir, une responsable santé a

été recrutée au sein de nos services, tandis qu'un responsable « démocratie locale et vie des quartiers » a été également recruté pour préfigurer le projet de centre social tant attendu par les familles.

**Oui, ce budget marque bien notre volonté de rattraper le retard accumulé ces 10 dernières années en matière d'équipements. (N'en déplaise à certains) Les choses avancent, c'est une réalité !**

**Maintien d'un haut niveau de services et amélioration du cadre de vie avec la perspective de nouveaux équipements. Voilà les grandes lignes budgétaires que nous avons tracées pour les Floriacumois.**

Vient maintenant la question du financement de ces choix politiques. Quels leviers d'action utiliser sachant que nous évoluons dans un contexte difficile pour les communes où les ressources se sont considérablement raréfiées ces dernières années ? En 10 ans, nous avons perdu la taxe professionnelle. On nous a retirés près de 700 000 € au titre de la DGF et on a fini par nous geler la taxe d'habitation qui sera de toute façon totalement supprimée en 2023. On nous dit que nous serons intégralement compensés par le transfert de la part départementale de la taxe foncière au bloc communal, mais j'ai très sincèrement de sérieux doutes.

On a déjà connu de mauvaises expériences par le passé. Je pense notamment à la taxe professionnelle dont sa suppression et sa compensation partielle a eu énormément de conséquences financières aux communes. Malheureusement, nous sommes encore trop peu à

nous en soucier. Trop peu à nous mobiliser réellement pour le bien commun.

J'ajoute aussi que nous ne sommes pas ressortis indemnes de la crise sanitaire qui n'est, d'ailleurs, pas terminée. Il a fallu se substituer à l'État dans bon nombre de ses obligations, ce qui a engendré des surcoûts à supporter dans le budget communal. Et qui dit confinement dit nécessairement perte de recettes pour la Ville, soit près de 200 000 €.

Comment alors financer nos politiques dans ces conditions, sans disposer de véritable autonomie financière ? Comment regagner des marges de manœuvre malgré la crise ? Par les impôts ? Cette année nous faisons le choix de maintenir les taux d'imposition communaux à leur niveau actuel, soit bien en deçà des moyennes départementales, de façon à préserver le pouvoir d'achat des Floriacumois. *(TH : 12,12% et TF : 15,56%, soit pratiquement les plus bas du département : on est environ 5-10 points en dessous des moyennes départementales).*

Compte-tenu de la situation délicate à laquelle nous devons faire face, deux choses s'imposent à nous : faire preuve d'inventivité dans la fabrique de nos politiques publiques et gagner en efficacité dans la gestion de nos finances et, plus généralement, dans le fonctionnement de la municipalité.

L'objectif est donc d'aboutir à une amélioration des marges de manœuvre de la collectivité afin de retrouver une capacité de recours à

l'emprunt qui permettrait de mettre en œuvre un PPI plus ambitieux pour la Ville. Afin de trouver un équilibre permettant d'avancer en ce sens, tout en restant extrêmement vigilant à la qualité du service public ainsi qu'aux conditions de travail des agents, plusieurs leviers d'actions doivent être engagés ou poursuivis notamment :

- La maîtrise du chapitre 012 : réorganisation du fonctionnement de la collectivité et modernisation des services
- La maîtrise des dépenses au chapitre 011 notamment à travers un programme de rénovation des bâtiments municipaux permettant à terme de réduire les factures.
- Un changement de modes de gestion : travailler les marchés publics, et privilégier, sur la base d'analyses et de diagnostics précis, l'achat à la location qui sur le long terme a contribué à grever lourdement le budget de fonctionnement
- La recherche de subventions, à travers un partenariat renforcé avec nos financeurs.
- L'engagement politique de la majorité municipale dans une bataille contre les réformes gouvernementales visant au désengagement de l'état dans les territoires.

Pour y arriver, plusieurs chantiers ont été lancés et seront poursuivis avec beaucoup plus de rigueur :

- La modernisation de notre administration va s'intensifier en améliorant nos marchés publics et en engageant le chantier de la dématérialisation.

- En matière de stratégie d'investissement, un plan pluriannuel d'investissements est également à l'étude pour lisser nos dépenses d'investissement sur le long terme et être en capacité de mieux préparer l'avenir.
- Un travail important de recherche de financements est engagé. A titre d'exemple DSIL et DETR
- Enfin, un vaste programme de rénovation thermique de nos bâtiments va être initié pour réduire le montant de nos factures (*environ 1,2 millions d'euros*) et nous allons continuer à optimiser la recherche de subventions potentielles pour financer nos projets (*environ 1,2 millions d'euros au titre de la DTR et DSIL*).

Les résultats de cette bonne gestion engagée l'année dernière commencent déjà à porter leurs fruits : le poids de la masse salariale est stabilisé, voire en légère diminution (*71,50% des dépenses de fonctionnement en 2020 contre 73,3% en 2019*). Notre endettement est maîtrisé (*intérêts à 128 000 € contre 143 000 € en 2019*) et nous commençons à reconstituer progressivement notre capacité d'autofinancement (*virement de la section de fonctionnement de 500 000 €*). Nous sommes sur la bonne voie !

Mesdames, messieurs, mes chers collègues, je vous demande donc ce soir de vous prononcer sur un budget qui concilie à la fois sérieux et ambition, un budget que l'on pourrait même qualifier « de résistance », voir, à contre-courant face aux politiques d'austérité, face

à la crise sanitaire et à ses conséquences sociales dramatiques dans la vie des familles.

Bien sûr, nous aurons des batailles à mener pour faire entendre la voie de l'intérêt général et des familles des classes moyennes et des classes populaires. Nous n'avons pas à nous limiter à la simple gestion du quotidien en étant la béquille d'un système économique qui crée du désastre écologique, de la misère, du racisme et de l'injustice. Une grande bataille qui nous attend sera la défense de la commune et de ses moyens d'action. Car la commune reste avant tout la charpente sur laquelle repose notre République et nous l'avons démontré avec la crise sanitaire. Il est d'ailleurs certain que le Gouvernement va chercher à nous faire payer cette crise d'une quelconque manière.

Derrière chaque nom de ville et de village, il y a des vies, des citoyens qui ont des droits, à commencer par vivre dans la dignité et le respect. Se battre pour la commune, pour son autonomie, ce n'est pas une affaire d'élus locaux et de petits conflits institutionnels. Se battre pour la commune, c'est défendre notre démocratie, c'est promouvoir la proximité, c'est pouvoir insuffler de nouvelles politiques de progrès dans le pays et répondre aux besoins de la population dans tous les domaines – environnement, éducation, petite-enfance, santé, culture, sport...

Les citoyens ne valent pas moins que les grandes entreprises du CAC 40 qui, quant à elles, ont pu accéder sans problèmes au chéquier du Gouvernement. Chacun ses priorités. Certains font le choix de la

finance, nous, nous faisons le choix de l'humain et de la planète d'abord.